

**Session des 6 et 7 février 2017**

**BP 2017**

**Intervention de Grégory BLANC – Terra Botanica**

Monsieur le Président, Cher-e-s Collègues,

C'est avec gravité que nous abordons cette délibération, cette année plus encore.

Il y a cet amendement, mais étant en 2017, il y a surtout le devenir du Parc.

**L'amendement.** Il est dans la droite ligne de nos positions, depuis que vous avez révélé le pot aux roses en 2014 et décidé d'injecter 10M€ supplémentaires sur 2015, 2016 et 2017. Il s'agissait, pour reprendre vos mots, d'engager un « Plan de Relance », après les 115M€ du coût inaugural du parc.

Notre collectivité est et était dans le surendettement, avec une dette trop forte de 100M€ au regard de sa capacité de remboursement. Alors même qu'il était déjà impossible de boucler les budgets des collèges et pour les routes, nous avons refusé cette solution de « relance » à 10M€ sur un sujet facultatif, sans rien régler du problème de fond.

Nous sommes donc en cohérence avec cet amendement, afin d'inscrire les crédits sur nos compétences premières.

**Le devenir du parc.** Parce que nous arrivons à l'échéance de ces 3 années, il faut désormais aussi évoquer le devenir du Parc.

Monsieur le Président, lors de cette session d'octobre 2014 aussi inattendue que déroutante, vous indiquez, je vous cite : « En 2017, nous aviserons en fonction des évolutions du Parc. Nous déciderons alors s'il est opportun ou non de le maintenir en l'état, de le modifier ou de le vendre ».

2017, nous y sommes. Je crois que vous êtes un homme à respecter ses engagements, du moins nous voulons le croire, aussi **nous accepterons de siéger dans une commission spéciale pour à la fois évaluer le bilan de votre plan de relance et faire le point sur le devenir du Parc et la place qui doit être celle du Département.**

Je le rappelle : ce parc tel qu'il est aujourd'hui a été vendu à nos concitoyens comme un investissement rapporter 250 K€ chaque année, il en coûte en vérité 1,5M€ par an.

Le débat d'aujourd'hui est bien sur la nature fonctionnelle du Parc, et non sur l'avant 2014 : l'absence de transparence, la réalité des comptes et pas que des entrées, les fautes de gestion, les procédures irrégulières de facturation,...

Terra Botanica était structurellement déficitaire, commençant à avaler son capital social dès sa 1<sup>ère</sup> année d'exploitation, avec un déficit à hauteur de 30% de son chiffre d'affaire. 30% !

En 2014 donc, avec votre majorité et avec votre prédécesseur, vous avez décidé un Plan de « relance » de 10M€ d'argent public. Quel 1<sup>er</sup> bilan aujourd'hui ?

- Oui, le déficit d'exploitation, structurel, a baissé de 500 000€,
- Oui, des efforts de gestion et de communication ont été considérables,
- Et oui, le nombre d'entrées a de nouveau augmenté, de 6% cette année. Mais nous sommes bien loin de l'objectif affiché de votre plan de relance : +20% chaque année.

Il faut donc poser clairement, sans langue de bois ni stratégie d'évitement, ce qui génère cet écart. **D'autant, je le disais début 2015 : même avec une hausse de 20% par an, nous serions restés loin des 400 000 visiteurs nécessaires pour équilibrer, c'est-à-dire assurer le fonctionnement et le renouvellement des végétaux et équipements.**

**Manifestement l'option choisie en 2014 n'a rien corrigé du problème structurel qui nous est posé ; il faut donc avoir le courage de mettre enfin sur la table ce qui aurait dû déjà l'être en 2013 avant les municipales, puis en 2014 avec la découverte du pot aux roses.**

**Arrêtons cette politique de l'autruche consistant à toujours reporter le problème à plus loin, avec le secret espoir que d'autres le régleront.**

Dans cette affaire, il y a une infrastructure à 125M€, mais aussi des salariés, une économie locale et un Département qui doit, chaque année, augmenter les impôts pour faire face à sa dette, sans parvenir à maintenir la compétitivité de ses infrastructures routières et dans les collèges.

Toutes les options doivent être sur la table : de la vente pure et simple du parc en acceptant de prendre nos pertes, à son changement de destinations pour en faire autre chose.

Nous devons mettre 2017 à contribution avec un seul objectif : mettre l'argent du Département sur ses propres compétences et non plus pour combler chaque année un déficit structurel de 30% sur une compétence -l'économie, même touristique- qui n'est plus la sienne.